

Les couches aisées touchées à leur tour par l'inflation au Burundi

PANA, 21/11/2008 Bujumbura, Burundi - Le niveau général des prix est arrivé aujourd'hui à un seuil tellement critique qu'il rend très difficile l'accès à certains produits de première nécessité, y compris au sein des couches sociales naguère aisées, indique une récente étude de l'Observatoire de l'action gouvernementale (OAG, indépendant) sur la politique générale des prix des produits stratégiques au Burundi. "Il y a 9 ans, seules les populations pauvres souffraient réellement de la flambée des prix des produits de base", précise l'OAG, dont l'étude couvre la période allant de 1999 à janvier 2008.

La proportion de citoyens vivant aujourd'hui en dessous du seuil de pauvreté est estimée à près de 70% de l'ensemble de la population burundaise, selon les Nations unies. La peur de tomber dans les classes dangereuses pousse, par ailleurs, certains gestionnaires privilégiés de la chose publique à verser dans la corruption, les malversations économiques et financières à grande échelle, déplore encore l'observatoire indépendant. S'agissant de l'état de l'inflation dans le pays, l'OAG donne, à titre illustratif, le cas de certains produits stratégiques, comme le carburant qui a grimpé de 400% sur les neuf dernières années, passant facilement de 320 Francs burundais, en 1999, à 1.600 en janvier 2008 (un dollar US vaut à peu près 1.200 Francs burundais). Dans le cas des boissons alcoolisées, l'OAG prend pour exemple la bière Primus, la plus populaire dans le pays, dont le prix à la bouteille (72 cl) est passé de 350 à 700 Francs burundais, soit une variation de 100% entre 1999 et janvier 2008. Concernant le sucre cristallisé local, le prix au kilo est passé de 370 à 1.000 Francs burundais sur la même période, soit une variation de l'ordre de 170% en si peu de temps. Le haricot sec, l'huile de palme, le riz, l'eau et l'électricité sont autant d'autres produits de première nécessité qui ont souvent eu une allure pratiquement proportionnelle à celle que prenait la flambée des coûts du carburant sur le marché local, analyse encore l'OAG. Dans la perspective de répondre aux attentes des populations défavorisées, l'observatoire recommande, entre autre, aux pouvoirs publics de chercher les voies et moyens de stabiliser les prix des produits stratégiques par l'accroissement de la production nationale. L'Etat doit, en outre, éviter de recourir à la réduction de la taxation, aux blocages administratifs des hausses de prix, à la gratuité et aux assistances sociales multiformes lorsque ces formes d'interventions risquent d'aboutir à des solutions artificielles et superficielles qui pervertissent le jeu des équilibres économiques du fait du refus de la variation des prix. L'OAG recommande encore aux décideurs publics de se donner les moyens de contribuer aux réflexions internationales qui tendent à stabiliser les prix du carburant. Aux acheteurs et consommateurs, l'observatoire recommande un "syndicalisme positif" en lieu et place d'une "attitude résignée" pour faire pression sur l'Etat afin qu'il conçoive et mette en place une politique économique orientée vers plus de production pour réduire les hausses des prix. "Le Burundi n'a certes pas les moyens de combattre les hausses intempestives des prix sur le marché international, comme ceux du carburant, mais peut agir dans le cadre d'une vision nationale globale du développement économique et social propre à lui", conclut l'étude de l'OAG.